Conto corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE

PARTE PRIMA

DEL REGNO D'ITALIA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

Anno 73° — **Roma - Giovedì, 11 agosto 1932 - Anno X** — **Numero 185**

TELEFONI-CENTRALINO: 50-107 — 50-033 — 53-914

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA
UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI

TELEFONI-CENTRALINO: 50-107 — 50-033 — 53-914

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

CONCORSI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

SUPPLEMENTI ORDINARI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 16 giugno 1932, n. 924.

Approvazione della Convenzione firmata a Parigi l'8 luglio 1930, fra l'Italia e la Francia, relativa alla rettifica di frontiera sulla linea ferroviaria Cuneo-Ventimiglia.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

È approvata la Convenzione firmata a Parigi l'8 luglio 1930, tra l'Italia e la Francia, relativa alla rettifica di frontiera sulla linea ferroviaria Cuneo-Ventimiglia.

Art. 2.

La presente legge avrà effetto dalla data dello scambio delle ratifiche di cui all'art. 2 della Convenzione medesima.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 16 giugno 1932 - Anno X

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — GRANDI — GAZZERA — DI CROLLALANZA — CIANO.

Visto, il Guardasigilli: DE FRANCISCI.

Convention entre l'Italie et la France rélative à la délimitation de la frontière sur la ligne Coni-Vintimille.

Sa Majesté le Roi d'Italie et *le Président de la République Française,* ayant reconnu l'utilité d'une vérification de la frontière franco-italienne, sur la ligne du chemin de fer Coni-Vintimille, aux abords du ruisseau de Paganin et sur le viaduc du Riou, ont résolu de consacrer par une Convention les résultats de ces travaux.

A cet effet, ils ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence le Comte Manzoni, son Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire, près le Président de la République française,

et *Le Président de la République française:*

Monsieur Aristide Briand, député, Ministre des Affaires Etrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu de ce qui suit:

Art. 1er.

Sont approuvés:

1. Le rapport de la Commission Internationale chargée de la vérification de la frontière franco-italienne sur la ligne de Coni-Vintimille, aux abords du ruisseau de Paganin et sur le viaduc du Riou, signé le 27 juillet 1929 à Breil (France) et dont les copies sont ci-annexées.

2. Les plans joints audit rapport du 27 juillet 1929, et dont les copies sont ci-annexées.

3. Les cessions réciproques de territoires telles qu'elles ont été arrêtées de commun accord par les délégués des deux Pays dans le rapport précité.

Art. 2.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris en double exemplaire le 8 juillet 1930.

G. MANZONI A. BRIAND

Commission de délimitation de la frontière franco-italienne sur la ligne Coni-Vintimille.

PROCES-VERBAL

DES TRAVAUX EXÉCUTÉS PAR LA COMMISSION LES 25 ET 26 JUILLET 1929.

I. — *Réunion de la Commission à Breil.*

Le 25 juillet 1929, conformément aux instructions de leurs Gouvernements respectifs, se sont réunis à Breil les membres de la Commission franco-italienne de délimitation, chargée de repérer le tracé de la frontière sur la ligne Coni-Vintimille, aux abords du ruisseau de Paganin (frontière nord) et sur le viaduc du Riou (frontière sud).

La Délégation Italienne comprenait:

1. M. le Colonel Gerbino Promis Pierre, Commandant le premier régiment alpin, Président, délégué du Ministère de la Guerre;
2. M. Galli Ugo, Ingénieur, délégué du Ministère des Travaux Publics;
3. M. Carmina Michelangelo, Ingénieur, délégué du Ministère des Communications;
4. M. Ciuti, Lieutenant topographe de l'Institut Géographique militaire.

La Délégation Française comprenait:

1. M. le Lieutenant-colonel de Fontanges Gerand, du Service géographique de l'Armée, Président de la Délégation française;
2. M. Augier Adolphe, Ingénieur des Travaux Publics de l'Etat, attaché au contrôle de la construction de la Compagnie P. L. M. (désigné par le Ministère des Travaux Publics pour remplacer M. Israel Albert, en congé régulier);
3. Le Commandant Mathieu (Georges) du Service géographique de l'Armée.

Après avoir vérifié leurs pouvoirs et précisé le but de la réunion de la Commission, les Chefs des deux Délégations ont décidé de commencer le jour même les opérations à effectuer au viaduc du Riou.

II. — *Opérations au viaduc du Riou* (25 *juillet*).

En cet endroit, la voie ferrée cotoie la route nationale de Breil à Vintimille; la frontière est signalée sur cette route par une ancienne borne, conservée par la Commission d'abornement de 1926-1927 sous le n. 112-1.

L'ancien lit du ruisseau du Riou ne pouvant être exactement délimité sous le viaduc par suite des travaux exécutés lors de la construction de cet ouvrage, les Présidents des deux Délégations, après avis des membres de leur Délégation, décidèrent de définir la frontière en ce point par le plan perpendiculaire à la route et à la voie ferrée passant par la borne 112-1. Il est bien entendu qu'à partir du front

ouest du viaduc la frontière reste définie par le lit du ruisseau du Riou (description de la frontière entre les bornes 112 et 113 établie le 1er octobre 1927 par la Commission franco-italienne d'abornement).

Le tracé de la ligne frontière sur le viaduc, a été matérialisé par deux traits gravés sur les deux plinthes du pont; de part et d'autre de chaque trait, ont été gravées les lettres F et I. (Voir croquis annexe n. 1).

III. — *Opérations au ravin de Paganin* (*26 juillet*)

La Commission disposait pour l'étude sur le terrain de cette région de deux documents:

Plan de construction des chemins de fer italiens (au 1/200);

Plan de construction des chemins de fer du P. L. M. (au 1/1000).

Ces deux documents étant parfaitement d'accord aussi bien pour le terrain même que pour le tracé de la ligne frontière, la Commission a pris pour base de ses travaux le plan italien à plus grande échelle.

Avant la réunion de la Commission, le lieutenant Ciuti, membre de la Délégation italienne, avait jalonné sur le terrain au moyen de mesures topographiques précises le tracé de la ligne frontière correspondant à l'ancien lit du ruisseau de Paganin; ces mesures avaient pour la plus grande partie été vérifiées par M. Puisillieux chef de Section de la Construction de la ligne Nice-Coni (Compagnie P. L. M.).

La Délégation française ayant elle-même procédé aux vérifications utiles, a décidé d'homologuer les opérations topographiques effectuées.

Deux bornes ont été construites pour définir la frontière dans sa première partie en amont de la borne 107; l'abornement n'a pas été poursuivi pour la raison suivante:

La ligne de l'ancienne frontière de part et d'autre de la voie ferrée, suit un tracé irrégulier ne tenant compte ni des sentiers ni des constructions actuels; le maintien de ce tracé pourrait être de nature à créer incidents entre les ressortissants des deux Gouvernements.

La Délégation italienne a donc proposé d'apporter au tracé actuel des corrections de détail évitant l'inconvénient signalé ci-dessus; le tracé proposé est indiqué exactement sur le calque joint au présent procès-verbal (annexe 2).

Il résulte de l'examen de ce tracé que les superficies gagnées et perdues par chaque nation sont équivalentes (126 M.2): le terrain correspondant est du reste sans valeur.

La Délégation française, après étude de la question sur le terrain, a reconnu que la proposition de la Délégation italienne était logique et paraissait avantageuse pour les deux nations puisqu'elle favorisait pour l'une comme pour l'autre l'accès indépendant sur la partie de la ligne qui lui appartient: la Commission est donc d'accord pour proposer cette solution à l'approbation des deux Gouvernements.

Au cas où cette solution serait adoptée, il y aurait lieu de compléter l'abornement par l'établissement de signes démarcatifs aux points A. I. et L. (ces deux derniers points sur le couronnement du ponceau de Paganin suivant l'axe de ce ponceau) G. H. E. La description générale du tracé de la frontière et les croquis des signes démarcatifs seraient établis par la Commission lorsque seront terminées les opérations d'abornement, conformément au tracé définitivement adopté.

IV. — *Procès-verbal des opérations de la Commission* (*26 juillet*).

La Commission s'est réunie le 26 juillet à Fontan pour rédiger le présent procès-verbal auquel sont jointes les pièces annexes suivantes:

1. — Croquis du signe démarcatif du viaduc du Riou;

2. — Calque au 1/200 du tracé de la ligne Coni-Vintimille dans la région du ruisseau de Paganin; sur ce calque est porté en A, B, C, D, E, le tracé de la ligne frontière actuelle et en A, F, I, L, G, H, E, celui de la nouvelle ligne proposée par la Commission.

Le présent procès-verbal a été rédigé en français et traduit ensuite en italien; il en a été tiré quatre exemplaires en chaque langue — deux pour chaque nation — numérotés et signés par les chefs et les membres des deux Délégations.

Le présent procès-verbal a été signé à Breil le 27 juillet 1929.

La Délégation française:	*La Délégation italienne*:
DE FONTANGES	Col. GERBINO-PROMIS
AUGIER	UGO GALLI
MATHIEU	M. CARMINA
	RENATO CIUTI

Commissione per la delimitazione della frontiera franco-italiana sulla linea Cuneo-Ventimiglia.

PROCESSO VERBALE

DEI LAVORI ESEGUITI DALLA COMMISSIONE IL 25 E 26 LUGLIO 1929.

I. — *Riunione della Commissione a Breglio.*

Il 25 luglio 1929, in conformità degli ordini dei rispettivi Governi si sono riuniti a Breglio i membri della Commissione franco-italiana incaricata di individuare il confine sulla linea ferroviaria Cuneo-Ventimiglia in corrispondenza del Rio Paganin (frontiera nord) e sul viadotto del Rio (frontiera sud).

La Delegazione italiana era composta dal:

Colonnello Gerbino Promis cav. Pietro, comandante il primo Reggimento Alpini, delegato del Ministero della guerra, presidente;

Ingegnere Galli Ugo, delegato del Ministero dei lavori pubblici;

Ingegnere Carmina comm. Michelangelo, delegato del Ministero delle comunicazioni;

Tenente signor Ciuti, topografo dell'Istituto geografico militare.

La Delegazione francese era composta dal:

Tenente colonnello de Fontanges Geraud, del Servizio geografico dell'Esercito, presidente;

Signor Augier Adolfo, ingegnere dei lavori pubblici dello Stato, incaricato del controllo delle costruzioni della compagnia P. L. M., incaricato dal Ministero dei lavori pubblici di sostituire il sig. Israel Alberto in regolare congedo;

Comandante Mathieu Giorgio, del Servizio geografico dell'Esercito.

Dopo aver verificato i rispettivi poteri e precisato lo scopo della riunione della Commissione, i capi delle due Delegazioni hanno deciso di iniziare il giorno stesso le operazioni al viadotto sul Rio.

II. — *Operazioni al viadotto sul Rio* (25 luglio).

In questa località la ferrovia costeggia la strada nazionale Breglio-Ventimiglia; il confine è individuato su detta strada con un vecchio cippo mantenuto dalla Commissione di confinazione 1926-1927 col numero 112-1.

I presidenti delle due Delegazioni, constatato che il vecchio letto del Rio non poteva essere, sotto il viadotto, esattamente delimitato per i lavori eseguiti durante la costru-

zione dell'opera, sentiti i membri delle rispettive Delegazioni, hanno deciso di segnare il confine con un piano perpendicolare alla strada ed alla ferrovia passante per il cippo 112-1.

Resta però inteso che a partire dalla fronte ovest del viadotto la linea di confine è determinata dal letto del Rio (descrizione del confine per i cippi 112 e 113 stabilita il 1° ottobre 1927 dalla Commissione franco-italiana di delimitazione).

Il confine sul viadotto è stato materialmente indicato con due linee incise sui due coronamenti in pietra da taglio del manufatto. Da una parte e dall'altra di queste linee sono state incise le lettere F e I come risulta dallo schizzo annesso (allegato 1).

III. — *Operazioni al Rio Paganin* (26 luglio).

Per lo studio sul terreno in detta località la Commissione disponeva di due documenti: piano delle costruzioni delle FF. SS. italiane (1/200), piano delle costruzioni delle ferrovie P. L. M. (1/1000). Poichè i due documenti risultavano perfettamente rispondenti in tutte le loro parti, la Commissione ha preso per base dei lavori il piano italiano perchè a maggiore scala.

Prima della riunione della Commissione il tenente signor Ciuti, membro della Delegazione italiana, aveva picchettato sul terreno, mediante misure topografiche precise, il confine corrispondente al vecchio andamento del Rio Paganin.

Queste misure sono state verificate in massima parte dal signor Puissilieux capo sezione delle costruzioni della linea Nizza-Cuneo (Compagnia P. L. M.) e trovate precise. La Delegazione francese, dopo aver proseguito alle opportune verifiche, ha deciso di convalidare le operazioni topografiche compiute.

Sono stati costruiti due cippi per individuare la linea di frontiera, in questa prima parte, a monte del cippo n. 107.

Il collocamento degli altri cippi non è stato compiuto per le seguenti ragioni:

Il tracciato del vecchio confine segue, a monte ed a valle della ferrovia, un andamento irregolare che non tiene conto nè dei sentieri nè delle costruzioni attuali, ed il conservarlo potrebbe dar motivo a incidenti tra i dipendenti dei due Stati.

La Delegazione italiana ha quindi proposto di apportare all'attuale tracciato una correzione di dettaglio al fine di evitare l'inconveniente segnalato. Il tracciato proposto è esattamente indicato nel processo verbale (allegato 2). Dall'esame di questo tracciato è risultato che la superficie acquistata e ceduta da ognuna delle due nazioni è equivalente (126 mq.). D'altra parte il terreno di permuta non ha alcun valore.

La Delegazione francese, dopo lo studio della questione sul terreno, ha riconosciuto che la proposta della Delegazione italiana era logica ed anche vantaggiosa per entrambe le nazioni perchè favoriva tanto per l'una quanto per l'altra parte l'accesso indipendente al proprio tratto di ferrovia. La Commissione, di pieno accordo, ha deciso di sottoporre questa soluzione all'approvazione dei due Governi.

Se la proposta in oggetto verrà approvata, occorrerà completare la posa dei cippi per stabilire il confine nei punti A. I. L. (questi due ultimi punti sono situati sul coronamento del ponticello del Paganin in corrispondenza dell'asse del ponticello stesso) G. H. E. La descrizione generale della linea di frontiera e gli schizzi dei segnali di confine verranno eseguiti dalla Commissione appena ultimate le operazioni di confinazione secondo il tracciato definitivamente adottato.

IV. — *Processo verbale delle operazioni della Commissione* (26 luglio).

La Commissione si è riunita il 26 luglio a Fontan per redigere il processo verbale al quale sono stati annessi i seguenti disegni:

1. Schizzo dei segnali di confine apposti sul viadotto del Rio;
2. Lucido al 1/200 del tracciato della linea Cuneo-Ventimiglia Regione Paganin, sul quale è riportato il vecchio confine (A. B. C. D. E.) ed il nuovo (A. F. I. L. G. H. E.) proposto dalla Commissione.

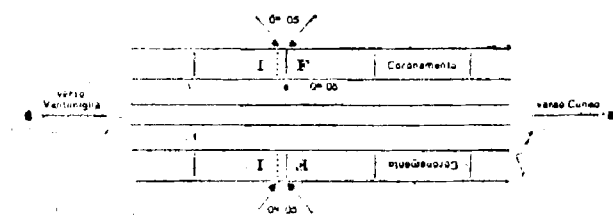
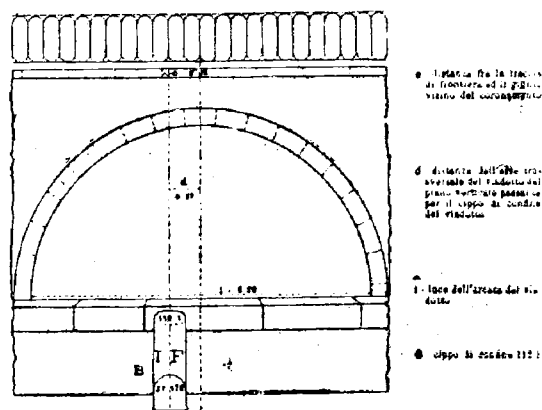
Il presente processo verbale viene redatto in francese e tradotto in italiano in quattro esemplari due per ciascuna Nazione, numerati e firmati dai capi e dai membri delle due Delegazioni.

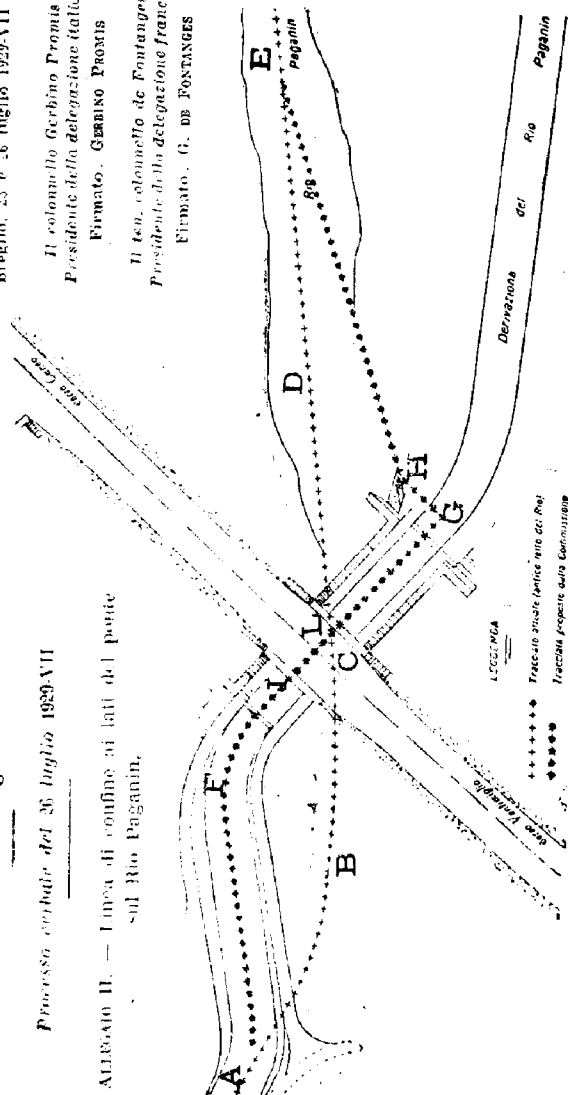
Il presente processo verbale è stato firmato a Breglio il 27 luglio 1929.

La Delegazione italiana:	*La Delegazione francese:*
Col. Cerbino Promis	de Fontanges
Ugo Galli	Augier
M. Carmina	Mathieu
Renato Ciuti	

Commissione per la delimitazione della frontiera franco-italiana della linea Cuneo-Ventimiglia

Processo verbale dei lavori eseguiti il 25 e 26 luglio 1929-VII

Allegato I. — Schizzo del Viadotto del Rio.

Breglio, 27 luglio 1929-VII

Il ten. colonnello de Fontanges	*Il colonnello Gerbino Promis*
Presidente della delegazione francese	*Presidente della delegazione italiana*
Firmato: G. de Fontanges	Firmato: Gerbino Promis

LEGGE 16 giugno 1932, n. 925.

Modificazione dell'ultimo comma dell'art. 2 della legge 12 giugno 1931, n. 917, di conversione del R. decreto-legge 20 marzo 1930, n. 301, concernente provvedimenti per la costruzione, ricostruzione e riparazione di edifici di culto e di assistenza, beneficenza, educazione ed istruzione nell'Archidiocesi di Messina.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato:
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

L'ultimo comma dell'art. 2 della legge 12 giugno 1931, n. 917, di conversione del R. decreto-legge 20 marzo 1930, n. 301, è modificato come appresso:

« La spesa per gli scopi di cui ai commi *c*) e *d*) dovrà essere ragguagliata alla metà della somma di cui all'ultimo comma dell'art. 1 ».

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 16 giugno 1932 - Anno X

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — MOSCONI — ROCCO
DI CROLLALANZA — GRANDI —
GIULIANO.

Visto, *il Guardasigilli:* ROCCO.

REGIO DECRETO 20 luglio 1932, n. 926.

Regolamento pel concorso ai posti di segretario di sezione del Consiglio di Stato.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Vista la legge 24 marzo 1932, n. 270, sul riordinamento dei servizi di segreteria del Consiglio di Stato;
Visto il R. decreto 21 agosto 1931, n. 1030;
Visto l'art. 1, n. 3, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;
Sentito il Consiglio di Stato;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il concorso pel conferimento dei posti di segretario di sezione del Consiglio di Stato, di cui all'art. 2 della legge 24 marzo 1932, n. 270, ha luogo per esame fra i funzionari dell'Amministrazione dello Stato, di grado non inferiore al 9° ed appartenenti a carriere per l'ammissione alle quali sia richiesta la laurea in giurisprudenza.

Art. 2.

Le domande devono pervenire alla Presidenza del Consiglio dei Ministri non oltre il termine stabilito dal bando di concorso e devono essere corredate dello stato di servizio, delle note di qualifica, dei fascicoli personali dei singoli aspiranti e di una relazione sulla qualità del servizio dai medesimi prestato, nonchè degli altri titoli di cui questi fossero provvisti.

Art. 3.

Il Capo del Governo, con provvedimento insindacabile, può escludere dal concorso gli aspiranti che, in base agli atti riguardanti la carriera già percorsa ed alle informazioni date dalle Amministrazioni da cui dipendono, non risultino di avere dimostrato idoneità, diligenza e buona condotta negli uffici esercitati.

Art. 4.

L'esame scritto consiste nello svolgimento di tre temi sulle seguenti materie:

1° Diritto civile;
2° Diritto costituzionale e amministrativo;
3° Scienza delle finanze e diritto finanziario.

Art. 5.

L'esame orale verte sulle leggi e sui regolamenti concernenti la pubblica amministrazione, nonchè sulle altre materie dell'esame scritto, sul diritto corporativo e su di una lingua straniera.

Art. 6.

La Commissione esaminatrice è composta di un presidente di sezione del Consiglio di Stato o un consigliere di Stato, presidente; di due consiglieri di Stato; di un primo referendario o di un referendario del Consiglio di Stato; e di un professore di diritto privato della facoltà giuridica di una Regia università, membri. È assistita, per l'ufficio di segreteria, da un funzionario della Presidenza del Consiglio dei Ministri di grado non inferiore all'ottavo.

Per la prova sulle lingue estere il giudizio è dato dalla Commissione, col concorso, ove occorra, di un professore di ciascuna delle lingue, che sono materia dell'esame.

Art. 7.

Ogni commissario dispone di dieci punti per ciascuna delle prove scritte e di dieci punti per la prova orale.

Sono ammessi agli orali i candidati che abbiano ottenuto trentacinque punti in media su tutte le materie e non meno di trenta in ciascuna di esse.

Nella prova orale i concorrenti debbono riportare non meno di trentacinque punti. Alla somma dei punti riportati per le prove di esame, la Commissione aggiunge tre punti per ogni lingua estera che il concorrente dimostri di conoscere in modo di poterla parlare e scrivere correntemente, oltre a quella che costituisce oggetto di esame obbligatorio.

Risulteranno vincitori del concorso, nei limiti dei posti disponibili, coloro che abbiano ottenuto il maggior numero di voti.

A parità di voti, si applicano i criteri di preferenza stabiliti dalle disposizioni legislative e regolamentari in vigore.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a S. Anna di Valdieri, addì 20 luglio 1932 - Anno X

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 4 agosto 1932 - Anno X
Atti del Governo, registro 323, foglio 30. — MANCINI.

REGIO DECRETO 22 luglio 1932, n. 927.

Soppressione dell'ufficio di conciliazione esistente nell'ex comune di Gagliole.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 4 febbraio 1929, n. 265, col quale il comune di Gagliole è stato soppresso ed il relativo territorio aggregato a quello di Castelraimondo;

Vista la deliberazione del podestà di Castelraimondo in data 26 marzo u. s., rivolta ad ottenere la soppressione dell'ufficio di conciliazione dell'ex comune di Gagliole;

Visti i pareri favorevoli del primo presidente e del procuratore generale presso la Corte d'appello di Ancona;

Visti gli articoli 1 della legge 16 giugno 1892, n. 261, e 1 del relativo regolamento 26 dicembre stesso anno, n. 728;

Sulla proposta del Nostro Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per la giustizia e gli affari di culto;

Abbiamo decretato e decretiamo:

L'ufficio di conciliazione esistente nell'ex comune di Gagliole è soppresso.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a S. Anna di Valdieri, addì 22 luglio 1932 - Anno X

VITTORIO EMANUELE.

DE FRANCISCI.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 6 agosto 1932 - Anno X
Atti del Governo, registro 323, foglio 49. — MANCINI.

REGIO DECRETO-LEGGE 22 luglio 1932, n. 928.

Esecuzione dei seguenti Accordi italo-austriaci: 1° Accordo firmato a Vienna mediante scambio di note, il 23 marzo 1932, al fine di modificare l'Accordo del 30 dicembre 1931 per regolare i pagamenti relativi agli scambi commerciali italo-austriaci; 2° Accordo firmato a Vienna il 7 luglio 1932, per la liquidazione del saldo della stanza di compensazione italo-austriaca.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visti gli articoli 5 e 10 dello Statuto fondamentale del Regno;

Visto il R. decreto-legge 2 gennaio 1932, n. 1, convertito in legge con legge 31 marzo 1932, n. 552, che ha dato esecuzione all'Accordo italo-austriaco del 30 dicembre 1931 per regolare i pagamenti relativi agli scambi commerciali fra i due Paesi;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Ritenuta la necessità urgente ed assoluta di dare esecuzione agli Accordi italo-austriaci del 23 marzo 1932 e del 7 luglio 1932 intesi a modificare l'Accordo del 30 dicembre 1931;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con i Nostri Ministri Segretari di Stato per le finanze e per le corporazioni;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Accordi italo-austriaci:

a) Accordo firmato a Vienna mediante scambio di note, il 23 marzo 1932, al fine di modificare l'Accordo del 30 dicembre 1931 per regolare i pagamenti relativi agli scambi commerciali italo-austriaci;

b) Accordo firmato a Vienna il 7 luglio 1932, per la liquidazione del saldo della stanza di compensazione italo-austriaca.

Art. 2.

Il presente decreto, che sarà presentato al Parlamento Nazionale per la sua conversione in legge, avrà effetto, per

quanto concerne l'Accordo di cui alla lettera *a)* del precedente articolo, dalla data di firma dell'Accordo medesimo, e, per quanto concerne l'Accordo di cui alla lettera *b)* dello stesso articolo, alle condizioni e ai termini previsti dall'articolo 7 di quest'ultimo.

Il Ministro proponente è autorizzato a presentare al Parlamento Nazionale il relativo disegno di legge di conversione.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a S. Anna di Valdieri, addì 22 luglio 1932 - Anno X

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — JUNG.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 8 agosto 1932 - Anno X
Atti del Governo, registro 323, foglio 57. — MANCINI.

LE MINISTRE PLENIPOTENTIAIRE D'ITALIE
AU CHANCELIER FEDERAL
DE LA REPUBLIQUE D'AUTRICHE

Vienne, le 23 mars 1932-X.

Monsieur le Chancelier Fédéral,

D'ordre de mon Gouvernement j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement italien est d'accord avec les stipulations suivantes pour ce qui concerne la liquidation du clearing entre les deux Pays, après la dénonciation de l'Accord du 30 décembre 1931 par le Gouvernement d'Autriche:

1. — Les contrats qui seront stipulés depuis le 24 mars 1932 pour la vente de marchandises italiennes en Autriche et pour la vente de marchandises autrichiennes en Italie, ne seront plus réglés par les dispositions de l'Accord du 30 décembre 1931.

2. — La Banque Nationale autrichienne est autorisée à ne plus accepter des versements en schillings pour payements de marchandises italiennes importées en Autriche à la suite de contrats d'achat stipulés avant le premier janvier 1932.

3. — La Banque Nationale autrichienne est aussi autorisée à ne pas accepter des versements en schillings pour payements de marchandises italiennes qui pourront être importées en Autriche à la suite de contrats d'achat qui seront stipulés depuis le 24 mars 1932.

4. — La Banque Nationale autrichienne acceptera toutefois les versements en schillings pour payements de marchandises italinnes qui ont été ou seront importées en Autriche à la suite de contrats d'achat stipulés entre le premier janvier et le 23 mars 1932.

5. — Les importations de marchandises autrichiennes effectuées en exécution de contrats stipulés avant le 24 mars 1932 en Italie seront encore réglées par les dispositions de l'Accord du 30 décembre 1931, jusqu'à la liquidation totale des montants en schillings versés à la Banque Nationale Autrichienne par les importateurs en Autriche de marchandises italiennes, selon les dispositions de l'Accord du 30 décembre 1931 et le n. 4 ci-dessus.

6. — Les deux Gouvernements entreront en négociations au plus tôt pour régler la liquidation des soldes éventuels du clearing et les payements futurs relatifs aux échanges de marchandises entre les deux Pays.

En priant Votre Excellence de bien vouloir me faire parvenir une communication analogue, je profite de cette occasion pour Vous réitérer, Monsieur le Chancelier Fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

AURITI.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. *Il Ministro per gli affari esteri*:
SUVICH.

LE CHANCELIER FEDERAL
DE LA REPUBLIQUE D'AUTRICHE
AU MINISTRE PLENIPOTENTIAIRE D'ITALIE

Vienne, le 23 mars 1932.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement Fédéral de la République d'Autriche est d'accord avec les stipulations suivantes pour ce qui concerne la liquidation du clearing entre les deux Pays, après la dénonciation de l'Accord du 30 décembre 1931 par le Gouvernement Fédéral:

1. — Les contrats qui seront stipulés depuis le 24 mars 1932 pour la vente de marchandises italiennes en Autriche et pour la vente de marchandises autrichiennes en Italie, ne seront plus réglés par les dispositions de l'Accord du 30 décembre 1931.

2. — La Banque Nationale Autrichienne est autorisée à ne plus accepter des versements en schillings pour payements de marchandises italiennes importées en Autriche à la suite de contrats d'achat stipulés avant le premier janvier 1932.

3. — La Banque Nationale Autrichienne est aussi autorisée à ne pas accepter des versements en schillings pour payements de marchandises italiennes qui pourront être importées en Autriche à la suite de contrats d'achat qui seront stipulés depuis le 24 mars 1932.

4. — La Banque Nationale Autrichienne acceptera toutefois les versements en schillings pour payements de marchandises italiennes qui ont été ou seront importées en Autriche à la suite de contrats d'achat stipulés entre le premier janvier et le 23 mars 1932.

5. — Les importations de marchandises autrichiennes effectuées en exécution de contrats stipulés avant le 24 mars 1932 en Italie seront encore réglées par les dispositions de l'Accord du 30 décembre 1931, jusqu'à la liquidation totale des montants en schillings versés à la Banque Nationale Autrichienne par les importateurs en Autriche de marchandises italiennes, selon les dispositions de l'Accord du 30 décembre 1931 et le n. 4 ci-dessus.

6. — Les deux Gouvernements entreront en négociations au plus tôt pour régler la liquidation des soldes éventuels du clearing et les payements futurs relatifs aux échanges de marchandises entre les deux Pays.

En priant Votre Excellence de bien vouloir me faire parvenir une communication analogue, je profite de cette occasion pour Vous réitérer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

BURESCH

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. *Il Ministro per gli affari esteri*:
SUVICH.

Accord pour la liquidation du solde du clearing italo-autrichien.

Les soussignés, représentants du Gouvernement Royal d'Italie et du Gouvernement Fédéral de la République d'Autriche, dûment autorisés à cet effet, dans le but d'effectuer la liquidation du solde du clearing italo-autrichien établi par l'accord du 30 décembre 1931, et modifié par l'accord du 23 mars 1932, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1.

La Banque Nationale d'Autriche continuera d'accepter, en faveur des exportateurs italiens, des versements en schillings en payement de marchandises livrées en exécution de contrats stipulés pendant la période 1 janvier-23 mars 1932.

Art. 2.

Les versements effectués aux comptes communs dont à l'art. 3 de l'Accord du 30 decembre 1931 continueront à ne pas avoir un caractère liberatoire pour le débiteur jusqu'à ce que le créditeur n'aura pas reçu le montant de son crédit en lires italiennes, à la parité monetaire établie à l'Accord même, exception faite des cas prevus a l'art. 4 alinéa 2, et à l'art. 5 du present Accord.

Art. 3.

Toute dette pour achat de marchandises autrichiennes importées en Italie et tout transfert de devises de l'Italie en Autriche qui se rapporte à l'importation de marchandises autrichiennes en Italie devront être réglés moyennant le versement, en lires italiennes, du prix d'achat auprès de la Banca d'Italia en sa qualité de caissier de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero. Contre ce versement l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero autorisera la Banque Nationale d'Autriche, selon les formes et les modalites qui seront fixées entre les deux Instituts, à mettre à la libre disposition de l'exportateur ou de l'interesse autrichien en faveur desquels le versement a été effectué, un montant en schillings determiné comme suit :

a) pour payement en conséquence de contrats stipulés avant le 24 mars 1932, sur la base prévue à l'art. 4, alinéa 2, de l'Accord du 30 décembre 1931 ;

b) pour payement en consequence de contrats stipulés depuis le 24 mars 1932, sur la base à établir chaque jour d'un commun accord par les deux Instituts susdits.

Le montant ci-dessus sera payé sur le solde en schillings existant sur le compte commun dont à l'art. 3 de l'Accord du 30 décembre 1931.

Le payement effectué en conformité des précédents alinéas aura caractère liberatoire pour le debiteur.

Art. 4.

Sans préjudice des droits des exportateurs italiens découlant de l'Accord du 30 decembre 1931 et de l'art. 2 du présent Accord et au fur et à mesure que les schillings existant sur le compte commun dont à l'art. 3 de l'Accord du 30 décembre 1931 seront utilisés en conformité du précédent art. 3, l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero versera, en tout cas et sauf liquidation finale, aux exportateurs italiens, dans l'ordre prévu par l'Accord du 30 décembre 1931, la contrevaleur desdits schillings sur la base visée à l'alinéa 1, *b*) de l'article précédent.

Si un contrat sur l'importation des marchandises italiennes en Autriche en vertu duquel un versement a été effectué ou sera effectué sur le compte commun dont à l'art. 3 de l'Accord du 30 decembre 1931, est conclu en schillings pas autrement qualifiés, le débiteur autrichien sera libéré au moment où le créancier italien aura reçu par l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero le payement en lires italiennes même sur la base dont à l'article 3, alinéa 1, *b*).

Lorsque le présent Accord cessera d'être en vigueur, les différences éventuelles de liquidation (art. 3 alinéa 1, *b*) et le solde éventuel du compte dont à l'art. 3 de l'Accord du 30 décembre 1931, seront réglés par un Accord spécial entre les deux Gouvernements.

Art. 5.

Au cas où des importateurs autrichiens et des exportateurs italiens, interessés dans la liquidation qui forme l'objet du présent Accord, tomberaient d'accord pour régler directement leurs contrats par des compensations privées, le règlement y relatif qui doit être autorisé par la Banque Nationale d'Autriche et l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, sera exclu du compte commun de compensation.

Les clearings privés et les accords privés de compensation autorisés par la Banque Nationale d'Autriche entre le 24 mars 1932 et le jour de l'entrée en vigueur du présent Accord continueront à avoir leur validité jusqu'au 31 août 1932 et pour un montant global n'excédent pas le total de 5 millions de lires italiennes.

Art. 6.

Les importations des marchandises autrichiennes en Italie seront subordonnées à la preuve du règlement du prix d'achat de la fourniture ou de l'engagement d'en effectuer le règlement avec l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero en conformité de l'art. 3 du présent Accord.

Dans les cas visés à l'article précédent les importations auront lieu par autorisation de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

Art. 7.

Le présent Accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés a Rome aussitôt que possible. Toutefois il pourra être mis en application par échange de notes, à titre provisoire.

Il cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1932 et même avant cette date dès que le compte commun dont à l'art. 3 de l'Accord du 30 décembre 1931 n'aura plus de disponibilités et le solde sera réglé en conformité de l'Accord spécial prévu au troisième alinéa du précédent art. 4.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent Accord.

Fait en double exemplaire à Vienne, le 7 juillet 1932.

GEISSER CELESIA DI VEGLIASCO
DOLLFUSS

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:
p. *Il Ministro per gli affari esteri*:
SUVICH.

DECRETO MINISTERIALE 25 luglio 1932
Disposizioni concernenti i pagamenti relativi agli scambi commerciali fra l'Italia e l'Austria.

IL MINISTRO PER LE FINANZE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER GLI AFFARI ESTERI
IL MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA
ED
IL MINISTRO PER LE CORPORAZIONI

Visto il R. decreto-legge 21 dicembre 1931, n. 1680, riguardante modalità per l'importazione di merci da alcuni Paesi esteri;

Decreta:

Art. 1.

Chiunque debba provvedere a pagamenti ed a trasferimenti di valuta in Austria che si riferiscano sia direttamente sia indirettamente ad importazioni, effettuate o da effettuare, di merci originarie o provenienti dall'Austria, è tenuto a valersi esclusivamente degli Enti bancari operanti nel Regno.

I pagamenti e trasferimenti suddetti sono regolati dalle disposizioni dell'Accordo italo-austriaco del 7 luglio 1932.

Ogni obbligazione o trasferimento espresso in valuta che non sia la italiana sarà convertito in lire al cambio del giorno.

Art. 2.

In relazione al disposto dell'articolo precedente, chiunque alla data dell'entrata in vigore del presente decreto sia ancora obbligato in tutto o in parte al pagamento di merci importate originarie o provenienti dall'Austria, dovrà entro 10 giorni, farne denuncia all'Istituto nazionale per i cambi con l'estero attraverso le filiali della Banca d'Italia.

Tale denuncia, firmata dal debitore, sarà redatta in duplice esemplare, su apposito modulo, e conterrà, fra l'altro, l'indicazione del nome del creditore, la data della fattura, la descrizione della merce, l'importo del prezzo nella valuta in cui il pagamento è convenuto e la scadenza del pagamento stesso.

Uno degli esemplari della denuncia, munito del visto della Banca d'Italia, sarà restituito al denunciante, che dovrà unirlo alla richiesta di somministrazione o di trasferimento di cui all'articolo precedente.

Art. 3.

L'importatore di merce originaria o proveniente dall'Austria è tenuto a presentare alle dogane del Regno, all'atto della dichiarazione di cui all'art. 1 della legge doganale, apposita denuncia nelle forme di cui all'articolo precedente.

Tale denuncia, firmata dall'importatore o dal suo legale rappresentante, sarà redatta in triplice esemplare su apposito modulo: uno degli esemplari munito del visto della dogana sarà restituito al denunciante che dovrà unirlo alla richiesta di somministrazione o di trasferimento di cui all'articolo 1. Un altro esemplare, munito dello stesso visto, sarà a cura della dogana stessa rimesso all'Istituto nazionale per i cambi con l'estero.

Art. 4.

L'importatore di merce proveniente od originaria dall'Austria inviata per la vendita in commissione, dovrà dichiararlo nella denuncia di cui all'art. 3. Delle vendite di tale merce che saranno successivamente effettuate, l'importatore stesso dovrà, di volta in volta, dare comunicazione all'Istituto nazionale per i cambi con l'estero entro 10 giorni dall'avvenuta vendita, nei modi stabiliti per le denuncie di cui all'art. 2.

Art. 5.

Le norme di cui agli articoli precedenti sono applicabili anche alle merci destinate nel territorio extra doganale di Zara ed alla zona franca del Carnaro.

Art. 6.

Indipendentemente dalle sanzioni comminate dalle vigenti leggi per la violazione e la inosservanza delle precedenti disposizioni, saranno applicate le sanzioni di cui all'art. 3 del R. decreto-legge 21 dicembre 1931, n. 1680, mediante decreto del Ministro per le finanze, che fisserà la somma da pagare all'Erario dello Stato, in misura non superiore al prezzo delle merci importate.

Art. 7.

Il Ministero delle finanze procederà con tutti i mezzi a propria disposizione alle investigazioni ed agli accertamenti necessari per assicurare l'esatta applicazione delle precedenti disposizioni.

Art. 8.

Il presente decreto entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 25 luglio 1932 - Anno X

MUSSOLINI — JUNG — DE FRANCISCI.

Registrato alla Corte dei conti, addì 27 luglio 1932 - Anno X
Registro n. 6 Finanze, foglio n. 185. — GUALTIERI.

(4223)

DECRETO MINISTERIALE 25 luglio 1932.
Scioglimento dell'Amministrazione dell'Opera pia « Anna Maria Rossi », in Cerignola, e nomina del commissario governativo.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
MINISTRO PER L'INTERNO

Ritenuta la necessità di provvedere a riforme nell'ordinamento dell'Opera pia « Anna Maria Rossi », in Cerignola (provincia di Foggia), per coordinarne l'azione agli interessi attuali e durevoli della beneficenza pubblica locale;

Ritenuto che, a tale scopo, si rende opportuno lo scioglimento dell'attuale Amministrazione della predetta Opera pia;

Visto il R. decreto 26 aprile 1923, n. 976;

Decreta:

L'Amministrazione dell'Opera pia « Anna Maria Rossi », in Cerignola, è sciolta.

La gestione dell'Ente è affidata, ai fini del R. decreto 26 aprile 1923, n. 976, al sig. Nicola Grillo, con l'incarico di proporre, nel termine di sei mesi, tutte le riforme che riterrà opportune nello statuto e nell'amministrazione dell'Ente stesso, per coordinarne l'azione agli interessi attuali e durevoli della beneficenza pubblica locale.

Il prefetto di Foggia è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 25 luglio 1932 - Anno X

p. *Il Ministro*: ARPINATI.

(6036)

CONCORSI

MINISTERO DELL' EDUCAZIONE NAZIONALE

Concorso a posti gratuiti d'alunno presso il R. Collegio Ghislieri in Pavia.

Il Consiglio d'amministrazione del R. Collegio Ghislieri per studenti universitari in Pavia veduto lo statuto approvato con R. decreto 19 gennaio 1896, n. XLIV, parte supplem., e modificato con i Regi decreti 14 maggio 1905, n. CXVII p. s., 8 giugno 1905, n. CLV p. s., e 18 aprile 1925, n. 758;

Veduto il regolamento approvato con R. decreto 17 maggio 1908, n. CCLXII p. s., e modificato con decreto Luogotenenziale 22 ottobre 1916, n. 1512;

Veduta la propria deliberazione 27 maggio 1932, n. 498, approvata dal Ministero dell'educazione nazionale con lettera 30 maggio 1932, n. 8580;

Notifica quanto segue:

I. — Per il prossimo anno accademico 1932-33 sono vacanti e da conferire:

a) quattordici posti gratuiti d'alunno di Fondazione Ghislieri per studenti ammissibili o già iscritti ad un corso universitario nella Regia università di Pavia, lombardi o figli di lombardi; per uno di tali posti sarà data preferenza (in base alle vigenti norme) ad aspiranti nativi della città o diocesi di Pavia;

b) un posto gratuito d'alunno di Fondazione Groppelli, per studente ammissibile al primo anno di corso nella Facoltà di giurisprudenza della Regia università di Pavia.

Con separato avviso sarà notificata anche la vacanza di posti d'alunno di Fondazione Castiglioni.

Entro il mese di novembre p. v. sarà pure conferito, in base alle speciali norme, il premio di perfezionamento « Principe di Piemonte » di L. 6000, ad alunno neo-laureato, riconosciuto di meriti particolarmente distinti.

II. — Nessuna istanza per conseguimento di posto d'alunno può essere presa in considerazione se l'aspirante non ha dichiarato di accettare tutte le norme concernenti gli alunni del R. Collegio Ghislieri in Pavia, e non si è impegnato ad osservarle lealmente durante tutto il periodo di alunnato.

III. — I posti di Fondazione Ghislieri e Groppelli sono conferiti in base a risultati di concorso per esami, giudicato da docenti della Regia università di Pavia: tali esami avranno luogo dopo il 15 ottobre p. v., in giorni da stabilirsi, e gli aspiranti ammessi al concorso saranno avvisati a tempo debito del giorno in cui essi avranno principio.

IV. — Per l'ammissione al concorso per posti d'alunno di Fondazione Ghislieri o Groppelli gli aspiranti dovranno dirigere o presentare a questa Amministrazione, in Pavia, piazza Collegio Ghislieri n. 2 (nei giorni feriali e nelle ore d'ufficio, ossia dalle 10 alle 16), regolare domanda (su carta con bollo da L. 3) corredata dai richiesti documenti, entro il termine perentorio di giovedì 29 settembre 1932, ore 16.

Titoli necessari per l'ammissione.

V. — Gli aspiranti dovranno dichiarare nella domanda d'ammissione:

a) di accettare e d'impegnarsi a lealmente osservare tutte le norme riguardanti gli alunni del R. Collegio Ghislieri in Pavia;

b) quali studi universitari intendano intraprendere o proseguire;

c) l'esatta indicazione del recapito al quale deve farsi ogni comunicazione relativa al concorso.

Gli aspiranti al posto di Fondazione Ghislieri riservato ai nativi della città o diocesi di Pavia dovranno farne espressa dichiarazione.

Inoltre la domanda d'ammissione dovrà essere corredata dai documenti che seguono:

1° certificato di nascita e cittadinanza italiana del concorrente: per l'ammissione si richiede che il concorrente (o il padre oppure la madre) sia nato in una delle provincie lombarde (cioè quelle di Bergamo, Brescia, Como, Cremona, Mantova, Milano, Pavia, Sondrio e Varese) come erano costituite al momento della nascita o come sono ora costituite;

2° certificato di nascita del padre;

3° certificato di nascita della madre;

4° diploma o certificato di maturità dal quale risulti che l'aspirante ha superato l'esame di maturità con votazione media generale di almeno sette decimi nelle materie o gruppi di materie per detto esame, e che le singole votazioni furono conseguite in sessione non di riparazione; non si tiene conto (nella formazione di detta media generale) della votazione per l'educazione fisica; i candidati che intendano superare l'esame di maturità nella prossima sessione autunnale devono farne dichiarazione nella domanda d'ammissione al concorso, e potranno essere ammessi con riserva che, entro il giorno precedente quello fissato per la prova scritta di concorso, comprovino il risultato dell'esame di maturità con le condizioni di cui sopra;

5° gli aspiranti già studenti inscritti in una Università o Istituto superiore dovranno presentare al rettore del Collegio, prima dell'ammissione al godimento del posto (e non più tardi del 30 novembre p. v.) - oltre detto diploma o certificato di maturità, con detta votazione media - anche un certificato comprovante d'aver superato gli esami su tutte le materie indicate nel piano ufficiale degli studi vigente nella Università cui furono iscritti per gli anni scolastici precedenti, conseguendo votazione media non inferiore a punti ventisette su trenta, e per nessun esame a punti ventiquattro su trenta: in difetto di questa prova non potranno conseguire il posto di alunno anche se classificati vincitori nel concorso, che per essi sarà ritenuto di nessun effetto, qualunque sia il motivo per cui risultino non superati detti esami, o non ottenuta la prescritta votazione media;

6° certificato generale del casellario giudiziario (di data non anteriore a due mesi);

7° certificato di buona condotta morale e politica, rilasciato dal podestà del Comune in cui il concorrente tenne abituale residenza negli ultimi due anni (di data non anteriore a due mesi);

8° certificato medico comprovante che il concorrente fu rivaccinato da non oltre dieci anni, e che è di fisica costituzione pienamente sana, scevro da qualsiasi infermità comunicabile, o tale da esigere cure o diete speciali;

9° attestazione del podestà del luogo di residenza, sullo stato attuale della famiglia del concorrente: tale attestazione potrà essere compilata su modulo fornito da questa Amministrazione, e dovrà comprovare:

a) il luogo di nascita del concorrente;

b) il numero delle persone che ne compongono la famiglia;

c) la condizione, l'età e la professione di ciascuna di esse;

d) la natura, la quantità ed il valore approssimativo dei beni posseduti dalle persone medesime, nel Comune ed altrove;

e) la rendita annua approssimativa e l'ammontare delle passività e delle tasse comunali pagate da qualunque membro della famiglia;

10° attestazione rilasciata dal procuratore delle imposte del luogo di origine, e da quello del luogo di residenza dei genitori stessi, sull'ammontare delle imposte pagate da ciascun membro della famiglia;

11° dichiarazione del padre - oppure, in sua mancanza, della madre o del tutore - autenticata dal podestà, se taluno della famiglia del concorrente possegga o no altrove beni o redditi di qualunque natura, e se il concorrente fruisca di beneficenza pubblica o privata.

VI. — I concorrenti saranno sottoposti ad una visita medica, nel giorno precedente gli esami, da parte di un sanitario da designarsi dal Collegio.

VII. — Non sono ammissibili al concorso gli aspiranti che - ammessi precedentemente per due volte - non conseguirono la classificazione complessiva di idoneità (punti 35 su 50), o si ritirarono durante gli esami.

Avvertenze. — I singoli documenti da allegarsi alla domanda d'ammissione possono presentarsi con esenzione da bollo a termini dell'art. 177 della tariffa generale formante l'allegato *A* (parte terza) annesso al testo unico delle leggi sulle tasse di bollo, approvato con R. decreto 30 dicembre 1923, n. 3268, e delle relative norme d'applicazione; i documenti dovranno essere debitamente legalizzati se rilasciati da autorità non comprese nella giurisdizione del Tribunale di Pavia.

L'ufficio non risponde alle corrispondenze non munite di francatura per risposta. Chiuso il concorso, non si restituiscono documenti annessi alla istanza d'ammissione, fatta eccezione per il di-

ploma originario di maturità, che dev'essere però ritirato personalmente dal diplomato o da persona munita di delega scritta.

Esami.

VIII. — Gli esami di concorso consistono in una prova scritta e in tre orali.

Per tali prove non vi è uno speciale programma: esse però sono ordinate in guisa, che — pur avendo come base i vigenti programmi d'esame di maturità per i provenienti dal Liceo classico o dal Liceo scientifico (ved. R. decreto 5 novembre 1930, n. 1467, — diano modo più particolarmente di giudicare la cultura del candidato e la maturità del suo ingegno, allo scopo di accertarne le singolari attitudini e la effettiva preparazione agli studi superiori.

La prova scritta consisterà nello svolgimento di un tema scelto dal candidato fra tre temi che gli saranno all'uopo proposti: ai concorrenti per studi di lettere o filosofia o giurisprudenza o scienze politiche, saranno proposti tre temi di composizione italiana riguardanti problemi di cultura generale (letteraria, filosofica, storica, ecc.); ai concorrenti per studi di medicina o ingegneria o chimico-farmacia o scienze matematiche, fisiche, chimiche, naturali, saranno proposti tre temi riguardanti problemi generali di scienze, o di storia delle scienze, con eventuali svolgimenti di quesiti.

I concorrenti che, per qualsivoglia motivo, non si trovassero presenti alla dettatura dei temi per la prova scritta, resteranno esclusi dal concorso.

Per lo svolgimento del tema sono lasciate al concorrente sei ore di tempo.

Durante la prova scritta i concorrenti non possono conferire fra loro nè con alcuna persona estranea; è vietato l'uso di qualsiasi libro o manoscritto, ad eccezione del vocabolario della lingua italiana. La trasgressione di queste norme importa l'esclusione dal concorso.

Non è ammesso alle prove orali il concorrente che nella prova scritta non abbia conseguito votazione di almeno sei decimi.

Le tre prove orali consisteranno:

a) per i concorrenti già iscritti (o che abbiano dichiarato di volersi iscrivere) alla Facoltà di giurisprudenza, o di scienze politiche, o di lettere e filosofia; nei tre esami di storia generale (comprese le nozioni fondamentali di storia delle istituzioni, della letteratura italiana e dell'arte) di filosofia, e di latino, comprendente quest'ultimo principalmente l'interpretazione di uno o più brani di prosa classica latina, che offrirà occasione anche per saggiare le conoscenze del candidato sulla storia della letteratura, e, in genere, della civiltà Romana;

b) per i concorrenti già iscritti (o che abbiano dichiarato di volersi iscrivere) alla Facoltà di medicina e chirurgia, oppure alla Facoltà di scienze per la laurea nelle scienze naturali o nelle scienze fisiche e naturali, oppure alla Scuola di farmacia per la laurea in chimica e farmacia: nei tre esami di fisica e chimica, di scienze naturali (botanica, zoologia e particolarmente fenomeni biologici più notevoli, e di storia generale (come sopra);

c) per i concorrenti infine già iscritti (o che abbiano dichiarato di volersi iscrivere) alla Facoltà di scienze per la laurea in matematica, o in fisica, o in scienze fisiche e matematiche, o in chimica oppure per il biennio propedeutico alle Scuole d'ingegneria o architettura (semprechè questo biennio figuri tra i corsi professati nella Regia università di Pavia): nei tre esami di matematica, di fisica e chimica, e di storia generale (come sopra).

Inoltre, ogni candidato sarà sottoposto ad una discussione orale sul tema da lui svolto come prova scritta.

Ogni prova orale durerà non meno di venti minuti.

Il concorrente che, per qualsiasi motivo, non si presenti anche ad una sola delle prove orali, o che durante una prova si ritiri, è dichiarato escluso dal concorso.

IX. — Ognuna delle prove di concorso sarà classificata con punti di insufficienza (da zero a cinque) oppure di merito (da sei a dieci); alla somma dei punti ottenuti nelle quattro prove d'esame di concorso sarà aggiunta per ogni concorrente la votazione media generale da lui conseguita nell'esame di maturità classica o scientifica: risulterà così la votazione complessiva ottenuta nel concorso. Per essere incluso nella graduatoria degli eleggibili necessita che detta votazione complessiva non sia inferiore a punti trentacinque su cinquanta: agli effetti del conseguimento del posto di Fondazione Ghislieri riservato ai nativi della città o diocesi di Pavia, basta detta votazione minima complessiva di punti 35 su 50, intendendosi però sempre che, nel caso di più aspiranti idonei, anche questo posto speciale sarà conferito in base alla speciale graduatoria interna di merito.

Nel caso di parità di votazione complessiva sarà data preferenza agli orfani di militari morti in guerra o ai figli di invalidi di guerra, e tra questi al candidato che avrà ottenuto migliore votazione nella prova scritta; se ancora risultasse parità di merito, la preferenza sarà data al candidato in condizioni economiche più disagiate: e per questo punto il giudizio è riservato al Consiglio di amministrazione del Collegio.

Per l'anno accademico 1932-33 non potranno essere conferiti, a nessun titolo, più di quattordici posti di Fondazione Ghislieri.

Per la eventualità che, in base ai risultati del presente concorso, la graduatoria di merito classificasse un numero di candidati idonei inferiore a quattordici, il Consiglio d'amministrazione si riserva la facoltà di chiamare ad occupare temporaneamente i vacanti posti di alunno altri studenti universitari italiani, anche non lombardi, tenendo però sempre fermo, e con speciale rigore, il criterio che i posti di Fondazione Ghislieri possono conferirsi soltanto a giovani i quali risultino, sotto ogni riguardo, di merito particolarmente distinto.

La nomina degli alunni spetta a S. M. il Re, Alto Patrono del Collegio; per l'ammissione al godimento del posto occorre anche la presentazione al rettore del Collegio di un certificato comprovante l'avvenuta iscrizione regolare nel ruolo degli studenti della Regia università di Pavia per l'anno accademico 1932-33.

Pavia, addì 20 giugno 1932 - Anno X.

Il presidente: avv. FRANCESCO PANIGATTI.

Il segretario: A. CRESPI-REGHIZZI.

(4256)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Entrata in vigore provvisoria dell'Accordo tra l'Italia e l'Austria per liquidare il saldo della Stanza di compensazione italo-austriaca, firmato a Vienna il 7 luglio 1932.

Addì 11 agosto 1932-X si è proceduto in Vienna ad uno scambio di note tra la R. Legazione d'Italia e la Cancelleria Federale austriaca, che stabilisce l'entrata in vigore provvisoria a far tempo dall'11 agosto 1932 dell'Accordo tra l'Italia e l'Austria per liquidare il saldo della Stanza di compensazione italo-austriaca, firmato a Vienna il 7 luglio 1932.

(6059)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per tramutamento di titolo di rendita consolidato 3,50 %.

(3ª *pubblicazione*). Avviso n. 141.

È stato chiesto il tramutamento della rendita consolidato 3,50 % n. 303778 di L. 70, intestata a Bolognino Giuseppe fu Gio. Batta domiciliato ad Agliè (Torino) ipotecata per la cauzione dovuta da Bolognino Carlo fu Gio. Batta quale esattore delle imposte dirette del Consorzio di Strambino pel decennio 1903-1912.

Essendo stato presentato il certificato relativo senza il secondo mezzo foglio (pag. 3 e 4) si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che sia stata notificata a questa Direzione generale alcuna opposizione, si eseguirà l'operazione richiesta e si consegnerà il nuovo titolo a chi di diritto.

Roma, 2 aprile 1932 - Anno X

Il direttore generale: CIARROCCA.

(2549)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(2ª *pubblicazione*). **Diffida per smarrimento di certificati di rendita nominativa.**

Conformemente alle disposizioni degli articoli 48 del testo unico delle leggi sul Debito pubblico, approvato con R. decreto 17 luglio 1910, n. 536, e 75 del regolamento generale, approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n. 298.

Si notifica che ai termini dell'art. 73 del citato regolamento fu denunziata la perdita dei certificati d'iscrizione delle sottodesignate rendite e fatta domanda a questa Amministrazione affinchè, previe le formalità prescritte dalla legge, ne vengano rilasciati i nuovi.

Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse, che sei mesi dopo la prima delle prescritte tre pubblicazioni del presente avviso sulla *Gazzetta Ufficiale*, si rilasceranno i nuovi certificati, qualora in questo termine non vi siano state opposizioni notificate a questa Direzione generale nei modi stabiliti dall'art. 76 del citato regolamento.

CATEGORIA del debito	NUMERO delle iscrizioni	INTESTAZIONI DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
Cons. 5 %	229157	Asilo infantile « Giuseppe Garibaldi » in Bertinoro (Forlì)	1,590 —
»	239144	Intestata come la precedente	330 —
»	263936	Intestata come la precedente	630 —
»	264830	Intestata come la precedente	60 —
»	89279	Asilo infantile Garibaldi in Bertinoro (Forlì)	10 —
3.50 %	327002	Marino Pasquale di Silvestro, minore sotto la p. p. del padre, domic. in Marcianise (Caserta)	42 —
»	99394	Beneficio Parrocchiale di S. Pietro in Vincoli in Tavernette (Torino)	10.50
»	310854	Dellatorre Lorenzo di Giuseppe, domic. in Confienza (Pavia)	87.50
Cons. 5 %	162453	Carecchio Giovanni fu Secondo, minore sotto la p. p. della madre Scotti Maria di Giacomo, vedova Carecchio, domic. in Caravino (Torino)	100 —
3.50 %	295603	Gironda Veraldi Federico fu Rinaldo, domic. in Taverna (Catanzaro) - ipotecata	140 —
»	151209 Solo certificato di nuda proprietà	per la proprietà: Carmine Carmina fu Luigi, vedova in prime nozze di Simonelli e in seconde nozze di Talini Felice, domicil. in Milano per l'usufrutto: Barberi Serafina di Luigi, vedova Talini.	87.50
Cons. 5 % (1861)	662801 Solo certificato di nuda proprietà	per la proprietà: Carmine Carmina di Luigi, vedova in prime nozze di Ercole Simonelli e in seconde nozze di Talini Felice, domic. in Villanterio Pavia per l'usufrutto: Barberi Serafina di Luigi, vedova Talini e moglie di Lozza Giovanni.	80 —
Cons. 5 %	276552	Bordino Pia Maddalena di Ottavio, nubile, domic. in Neive (Cuneo) - vincolata	385 —
3.50 %	792467	Beneficio Coadiutorale di S. Rocco in S. Croce di Sermide (Mantova)	10.50
»	602642	Arciconfraternita del SS. Sacramento e Natività di Maria Vergine in S. Agnello (Napoli)	42 —
»	805427 Solo certificato di nuda proprietà	per la proprietà: Gianni Teresa di Antonio, moglie di Ripamonti Benvenuto Sisto fu Domenico, domic. in Roma per l'usufrutto: Gianni Antonio fu Luigi, domic. in Roma.	87.50
»	589332	Armentano Maria di Battista, nubile, domic. in Mormanno (Cosenza)	210 —

Roma, 31 maggio 1932 - Anno X *Il direttore generale*: CIARROCCA.

(3658)

MUGNOZZA GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.